

Prévisions budgétaires
2012-2013
et
Rapport financier préliminaire
2011-2012

Le 31 mars 2012



Directeur général des
élections du Québec

Table des matières

Introduction	5
Section 1	
Prévisions budgétaires du Directeur général des élections du Québec 2012-2013	7
1.1 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2012-2013 et les prévisions budgétaires 2011-2012 (éléments 01 et 03)	11
1.2 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2012-2013 et les prévisions budgétaires 2011-2012 (élément 01)	13
1.3 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2012-2013 et les prévisions budgétaires 2011-2012 (élément 03)	17
Section 2	
Rapport financier préliminaire du Directeur général des élections du Québec 2011-2012 – Dépenses estimées au 31 mars 2012	23
2.1 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2011-2012 et les dépenses estimées au 31 mars 2012 (éléments 01 et 03)	25
2.2 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2011-2012 et les dépenses estimées au 31 mars 2012 (élément 01)	27
2.3 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2011-2012 et les dépenses estimées au 31 mars 2012 (élément 03)	31

Introduction

Conformément à l'article 543 de la Loi électorale (L.R.Q., c. E-3.3), le Directeur général des élections du Québec remet au président de l'Assemblée nationale ses prévisions budgétaires pour l'exercice financier 2012-2013.

L'étude des prévisions est confiée à une commission parlementaire, laquelle les approuve et dépose son rapport à l'Assemblée nationale (réf. articles 544 et 546 de la Loi électorale).

Outre les prévisions budgétaires, le Directeur général des élections du Québec est tenu de fournir aux membres de la Commission parlementaire un rapport financier préliminaire de l'exercice précédent (réf. article 544 de la Loi électorale).

Les données qui apparaissent dans le *Rapport financier préliminaire* indiquent les dépenses estimées au 31 mars 2012. Les informations utilisées pour la production de ce document sont tirées des rapports financiers comptabilisés au 29 février 2012 ainsi que d'une estimation des dépenses et des frais engagés pour le mois de mars 2012.

Le total des prévisions budgétaires des dépenses 2012-2013 contenues dans ce rapport, soit 34 092 000 \$, correspond à celui que le Directeur général des élections du Québec a fait parvenir au Secrétariat du Conseil du trésor, pour l'exercice financier 2012-2013, aux fins de la publication du *Livre des crédits*. Ces renseignements se retrouvent dans le volume 1 du *Budget de dépenses 2012-2013*, réservé aux crédits et aux plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées, au Programme 03 – Administration du système électoral lequel comprend trois éléments :

- **Élément 01 – Gestion interne et soutien;**
- Élément 02 – Commission de la représentation électorale;
- **Élément 03 – Activités électorales.**

À l'élément 01 – Gestion interne et soutien, nous trouvons les prévisions des dépenses reliées à la gestion interne du Directeur général des élections du Québec ainsi qu'au soutien administratif nécessaire à la tenue des activités électorales.

Le Directeur général des élections du Québec fournit à la Commission de la représentation électorale toute l'aide nécessaire à l'accomplissement de ses fonctions, en particulier les services de son personnel. L'élément 02 est présenté dans un document distinct.

À l'élément 03 – Activités électorales, sont prévues les dépenses reliées à la tenue d'activités électorales et à certains projets spéciaux. Il est important de noter que les sommes inscrites à cet élément ne le sont qu'à titre indicatif, puisqu'elles peuvent être modifiées si des mandats ou des événements imprévus surviennent en cours d'exercice.

Dans les tableaux qui suivent, nous trouvons une ventilation des prévisions budgétaires par catégorie de dépenses, pour l'élément 01, et par activité électorale, pour l'élément 03.

Le présent budget de 34 092 000 \$ est supérieur à celui de l'an dernier qui était de 33 535 800 \$. Cette augmentation de 556 200 \$ s'explique principalement par l'ajout de 1,4 M\$ au budget consacré à l'amortissement, compte tenu de la mise en service du système de gestion des élections provinciales (GEP) et des équipements nécessaires à son opération. De plus, le budget comprend une augmentation de 0,7 M\$ pour l'entretien des systèmes, la mise à niveau des infrastructures technologiques et la migration des bases de données.

Par ailleurs, une réduction de 1,8 M\$ est prévue relativement au budget des dépenses non récurrentes. Quant au budget de 2,6 M\$ demandé en 2011-2012, seulement 1,3 M\$ auront été utilisés. Afin de finaliser la formation du personnel électoral et de tenir des essais de simulation à l'échelle provinciale du système GEP, un budget de 0,8 M\$ est prévu en 2012-2013.

Programme 03 – Administration du système électoral

Budget des dépenses (supercatégories et catégories de dépenses)	Éléments			TOTAL Programme 03
	01 Gestion interne et soutien	02 Commission de la représentation électorale	03 Activités électorales	
Rémunération				
Rémunération du personnel permanent	15 900 000	0	0	15 900 000
Rémunération du personnel occasionnel	1 100 000	0	624 200	1 724 200
Rémunération du personnel électoral	0	0	1 147 000	1 147 000
Total partiel	17 000 000	0	1 771 200	18 771 200
Fonctionnement				
Frais de déplacement	170 600	37 100	226 700	434 400
Contrats de services professionnels	2 553 600	25 400	123 900	2 702 900
Formation, congrès et cotisations	228 100	0	0	228 100
Services de télécommunications	310 000	0	96 000	406 000
Contrats de nature technique	2 633 800	24 500	225 500	2 883 800
Taxes foncières, assurances et autres	224 700	0	0	224 700
Location de biens meubles et immeubles	471 000	5 000	100 500	576 500
Fournitures et autres dépenses	514 200	0	16 500	530 700
Amortissement	492 000	0	1 935 000	2 427 000
Total partiel	7 598 000	92 000	2 724 100	10 414 100
Transfert				
Allocation aux partis politiques	0	0	4 906 700	4 906 700
Total partiel	0	0	4 906 700	4 906 700
TOTAL	24 598 000	92 000	9 402 000	34 092 000

Effectif total du programme	258	0	0	258
-----------------------------	-----	---	---	-----

Budget d'investissements (supercatégorie)	Éléments			TOTAL
	01	02	03	
Immobilisations	500 000	0	5 800 000	6 300 000
TOTAL	500 000	0	5 800 000	6 300 000

Section 1.1

Comparaison entre les prévisions budgétaires 2012-2013 et les prévisions budgétaires 2011-2012 (éléments 01 et 03)

Les informations financières qui apparaissent dans ce document démontrent certains écarts entre les prévisions budgétaires 2012-2013 et celles de 2011-2012.

- **Élément 01 – Gestion interne et soutien**

Les prévisions budgétaires des dépenses 2012-2013, de 24 598 000 \$, sont supérieures de 1 195 324 \$ à celles de 2011-2012 (réf. page 13). Cette augmentation s'explique principalement par :

- ◇ l'augmentation des dépenses reliées aux contrats de services professionnels (0,9 M\$) et aux contrats de nature technique (0,2 M\$).

- **Élément 03 – Activités électorales**

Les prévisions budgétaires des dépenses 2012-2013, de 9 402 000 \$, sont inférieures de 654 019 \$ à celles de 2011-2012 (réf. page 17). Cette diminution s'explique principalement par :

- ◇ la diminution du budget non récurrent consacré aux projets de loi n^o 113, Loi anti-prête-noms en matière de contributions électorales (2010, chapitre 32) et n^o 114, Loi augmentant les pouvoirs de contrôle du directeur général des élections (2010, chapitre 35), ainsi qu'au nouveau système GEP (1,8 M\$);
- ◇ l'augmentation du budget consacré à l'amortissement (1,4 M\$);
- ◇ le réaménagement budgétaire effectué entre les diverses activités électorales prévues lors de l'exercice 2012-2013 (0,3 M\$).

Section 1.2 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2012-2013 et les prévisions budgétaires 2011-2012

Élément 01 – Gestion interne et soutien

Budget des dépenses (supercatégories et catégories de dépenses)	Prévisions budgétaires 2012-2013 ①	Prévisions budgétaires 2011-2012 ②	Écarts ① - ②
Rémunération			
Rémunération du personnel permanent	15 900 000	15 900 000	0
Rémunération du personnel occasionnel	1 100 000	1 100 000	0
Total partiel	17 000 000	17 000 000	0
Fonctionnement			
Frais de déplacement	170 600	140 350	30 250
Contrats de services professionnels	2 553 600	1 627 925	925 675
Formation, congrès et cotisations	228 100	202 500	25 600
Services de télécommunications	310 000	325 000	(15 000)
Contrats de nature technique	2 633 800	2 475 700	158 100
Taxes foncières, assurances et autres	224 700	232 360	(7 660)
Location de biens meubles et immeubles	471 000	476 000	(5 000)
Fournitures et autres dépenses	514 200	487 841	26 359
Amortissement	492 000	435 000	57 000
Total partiel	7 598 000	6 402 676	1 195 324
Transfert			
Allocation aux partis politiques	0	0	0
Total partiel	0	0	0
TOTAL	24 598 000	23 402 676	1 195 324

Effectif total du programme	258	258	0
-----------------------------	-----	-----	---

Budget d'investissements (supercatégorie)	①	②	① - ②
Immobilisations	500 000	300 000	200 000
TOTAL	500 000	300 000	200 000

Section 1.2

Comparaison entre les prévisions budgétaires 2012-2013
et les prévisions budgétaires 2011-2012

Élément 01 – Gestion interne et soutien

Budget des dépenses (supercatégories et catégories de dépenses)	Écarts
Rémunération	
Rémunération du personnel permanent	0
Rémunération du personnel occasionnel	0
Total partiel	0
Fonctionnement	
Frais de déplacement	30 250
Contrats de services professionnels	925 675

Notes explicatives

Rémunération du personnel permanent 0 \$

Le budget de 15 900 000 \$ correspond à la rémunération de 240 postes permanents.

Rémunération du personnel occasionnel 0 \$

Le budget de 1 100 000 \$ représente la masse salariale des 18 ETC servant au remplacement des effectifs permanents, absents pour pré-retraites, maladies, congés parentaux ou autres, au surcroît de travail temporaire et à l'embauche d'étudiants.

Frais de déplacement 30 250 \$

L'écart s'explique par les frais de déplacement du personnel effectuant des travaux de vérification, qui étaient présentés à l'élément 03 au cours des années précédentes.

Contrats de services professionnels 925 675 \$

Le budget de 2 553 600 \$ servira principalement à la rémunération de ressources externes, spécialisées en informatique pour l'entretien des systèmes, le maintien et la mise à niveau des infrastructures technologiques ainsi que la migration des bases de données, l'entretien de la liste électorale permanente (LEP), l'achat de données du SQCA et de la RAMQ et la mise à jour des sites Web et de l'intranet.

L'écart s'explique par une augmentation des ressources externes, spécialisées en informatique.

Section 1.2

Comparaison entre les prévisions budgétaires 2012-2013
et les prévisions budgétaires 2011-2012

Élément 01 – Gestion interne et soutien

Budget des dépenses (supercatégories et catégories de dépenses)	Écarts
Fonctionnement	
Formation, congrès et cotisations	25 600
Services de télécommunications	(15 000)
Contrats de nature technique	158 100
Taxes foncières, assurances et autres	(7 660)
Location de biens meubles et immeubles	(5 000)

Notes explicatives

Formation, congrès et cotisations 25 600 \$

L'écart s'explique par l'augmentation du budget consacré à la formation sur les nouvelles infrastructures technologiques.

Services de télécommunications (15 000 \$)

L'écart est non significatif.

Contrats de nature technique 158 100 \$

Le budget de 2 633 800 \$ comprend les dépenses de publicité, de promotion, d'impression, de poste et messagerie, les frais d'entretien de l'édifice René Lévesque et les dépenses reliées à la sécurité informatique.

L'écart s'explique principalement par l'augmentation des dépenses reliées à la sécurité informatique (145 000 \$).

Taxes foncières, assurances et autres (7 660 \$)

Le budget de 224 700 \$ comprend les dépenses reliées aux taxes municipales et scolaires ainsi que la prime d'assurance de la bâtisse.

L'écart est non significatif.

Location de biens meubles et immeubles (5 000 \$)

Un budget de 471 000 \$ est prévu pour le loyer du Centre de distribution Roger-Lefrançois (375 000 \$) ainsi que la location d'équipements (96 000 \$).

L'écart est non significatif.

Section 1.2

Comparaison entre les prévisions budgétaires 2012-2013
et les prévisions budgétaires 2011-2012

Élément 01 – Gestion interne et soutien

Budget des dépenses (supercatégories et catégories de dépenses)	Écarts
Fonctionnement	
Fournitures et autres dépenses	26 359
Amortissement	57 000
Total partiel	1 195 324
Transfert	
Allocation aux partis politiques	0
Total partiel	0
TOTAL	1 195 324

Budget d'investissements (supercatégorie)	Écart
Immobilisations	200 000
TOTAL	200 000

Notes explicatives

Fournitures et autres dépenses 26 359 \$

Le budget de 514 200 \$ comprend les dépenses d'achat de fournitures et de matériel non capitalisables, de logiciels et de licences ainsi que les dépenses d'électricité.

L'écart s'explique surtout par l'augmentation de la dépense d'électricité.

Amortissement 57 000 \$

L'écart est principalement dû à l'amortissement des nouveaux biens acquis en 2011-2012.

Immobilisations 200 000 \$

Le budget de 500 000 \$ servira à acquérir des équipements informatiques et du mobilier de bureau.

Section 1.3

Comparaison entre les prévisions budgétaires 2012-2013 et les prévisions budgétaires 2011-2012

Élément 03 – Activités électorales

Budget des dépenses	Prévisions budgétaires 2012-2013 ①	Prévisions budgétaires 2011-2012 ②	Écarts ① - ②
Activités électorales			
Frais de vérification des partis politiques	59 700	57 200	2 500
Plan d'action en matière de financement des partis politiques	59 900	269 702	(209 802)
Communication avec les directeurs du scrutin (DS)	391 000	383 000	8 000
Développement des systèmes informatiques	0	185 900	(185 900)
Comité des DS	0	9 500	(9 500)
Recrutement des DS et des directeurs adjoints du scrutin (DAS)	12 100	58 650	(46 550)
Formation pour les activités électorales	12 000	112 750	(100 750)
Formation <i>Réseau de soutien</i>	0	39 000	(39 000)
Mise à jour des sections de vote	29 000	29 500	(500)
Élections scolaires	8 000	2 750	5 250
Avis sur le financement des partis politiques	60 600	48 500	12 100
Commission permanente de révision	455 000	359 000	96 000
Élections municipales	196 800	138 460	58 340
Enquêtes et poursuites	461 700	412 200	49 500
Budget non récurrent :			
▪ Mise en place des projets de loi nos 113 et 114	0	865 600	(865 600)
▪ Formation <i>Gestion des événements provinciaux</i> (GEP)	324 500	1 213 400	(888 900)
▪ Simulations <i>Gestion des événements provinciaux</i> (GEP)	490 000	544 000	(54 000)
Amortissement	1 935 000	535 000	1 400 000
Total partiel	4 495 300	5 264 112	(768 812)
Transfert			
Allocation aux partis politiques	4 906 700	4 791 907	114 793
Total partiel	4 906 700	4 791 907	114 793
TOTAL	9 402 000	10 056 019	(654 019)

Budget d'investissements (supercatégorie)	①	②	① - ②
Immobilisations	5 800 000	1 600 000	4 200 000
TOTAL	5 800 000	1 600 000	4 200 000

Section 1.3

Comparaison entre les prévisions budgétaires 2012-2013
et les prévisions budgétaires 2011-2012

Élément 03 – Activités électorales

Budget des dépenses	Écarts
Activités électorales	
Frais de vérification des partis politiques	2 500
Plan d'action en matière de financement des partis politiques	(209 802)
Communication avec les directeurs du scrutin (DS)	8 000
Développement des systèmes informatiques	(185 900)

Notes explicatives

Frais de vérification des partis politiques 2 500 \$

Le budget de 59 700 \$ correspond au remboursement de la moitié des frais de vérification des partis politiques autorisés, selon l'article 112 de la Loi électorale.

Plan d'action en matière de financement des partis politiques (209 802 \$)

Le budget de 59 900 \$ servira à mener des activités de vérification, prévues par la Direction du financement des partis politiques, ainsi qu'à identifier et à mettre en œuvre des moyens appropriés pour renforcer les règles de contrôle en matière d'autorisation et de financement politique.

L'écart provient de la diminution des ressources temporaires affectées à ce projet. À compter de l'exercice 2012-2013, ces ressources feront partie du personnel dont la rémunération est prévue à l'élément 01.

Communication avec les directeurs du scrutin (DS) 8 000 \$

Le budget de 391 000 \$ servira à garder un lien Internet avec les 125 DS, à louer un espace à leur résidence et à les rémunérer 36 heures dans l'année.

L'écart est non significatif.

Développement des systèmes informatiques (185 900 \$)

L'écart s'explique par la diminution des ressources externes qui seront affectées au développement de ces systèmes.

Section 1.3

Comparaison entre les prévisions budgétaires 2012-2013 et les prévisions budgétaires 2011-2012

Élément 03 – Activités électorales

Budget des dépenses	Écarts
Activités électorales	
Comité des DS	(9 500)
Recrutement des DS et des directeurs adjoints du scrutin (DAS)	(46 550)
Formation pour les activités électorales	(100 750)
Formation <i>Réseau de soutien</i>	(39 000)
Mise à jour des sections de vote	(500)
Élections scolaires	5 250

Notes explicatives

Comité des DS (9 500 \$)

Un budget est habituellement prévu pour organiser une rencontre avec dix DS afin de les consulter sur divers sujets.

Aucune rencontre n'est prévue pour l'exercice 2012-2013.

Recrutement des DS et des directeurs adjoints du scrutin (DAS) (46 550 \$)

Le budget de 12 100 \$ servira à sélectionner de nouveaux DAS dans 10 circonscriptions.

En 2010-2011, un budget était surtout prévu pour sélectionner de nouveaux DS dans 19 circonscriptions.

Formation pour les activités électorales (100 750 \$)

Le budget de 12 000 \$ servira à l'autoformation des nouveaux DAS sur le processus électoral.

En 2011-2012, il était prévu de former 40 personnes (DS et DAS) comparativement à environ 10 DAS pour l'année 2012-2013.

Formation *Réseau de soutien* (39 000 \$)

Aucune activité n'est prévue pour l'exercice 2012-2013.

En 2011-2012, un budget de 39 000 \$ était prévu pour former un nouveau réseau de soutien, composé de 35 ressources, pour soutenir les nouveaux DS ou suppléer aux besoins lors du départ ou de l'incapacité d'agir de certains DS.

Mise à jour des sections de vote (500 \$)

Le budget de 29 000 \$ servira à effectuer du travail de délimitation des sections de vote dans des circonscriptions.

L'écart est non significatif.

Élections scolaires 5 250 \$

Le budget de 8 000 \$ est essentiellement prévu pour la formation des intervenants scolaires pour l'établissement des endroits de vote.

Élément 03 – Activités électorales

Budget des dépenses	Écarts
Activités électorales	
Avis sur le financement des partis politiques	12 100
Commission permanente de révision	96 000
Élections municipales	58 340

Notes explicatives**Avis sur le financement des partis politiques 12 100 \$**

Le budget de 60 600 \$ représente les frais prévus, dans la Loi électorale, pour la publication des avis sur le financement des partis politiques autorisés.

L'augmentation s'explique par les avis qui devront être publiés quant aux modifications apportées aux instances des partis politiques à la suite de l'application de la nouvelle carte électorale.

Commission permanente de révision 96 000 \$

« Afin d'assurer de façon continue la mise à jour de la liste électorale permanente, le directeur général des élections établit à son bureau une commission permanente de révision. » (Article 40.12.1 de la Loi électorale). Cette commission est composée de représentants des partis politiques représentés à l'Assemblée nationale.»

Un budget de 455 000 \$ est prévu à cette fin.

L'écart est principalement dû par l'augmentation du nombre de partis politiques représentés.

Élections municipales 58 340 \$

Un budget de 126 800 \$ est relié aux responsabilités du Directeur général des élections du Québec à la suite des élections municipales du 1^{er} novembre 2009.

Après les élections municipales, les rapports de dépenses électorales et d'activités de financement sont soumis à une vérification. De plus, des enquêtes sont effectuées à la suite des plaintes reçues au DGE.

Un budget est aussi consacré aux publicités dans les journaux, relativement à l'autorisation des candidats (40 000 \$), à la mise à jour des capsules de formation et au développement d'outils de formation (30 000 \$).

Section 1.3

Comparaison entre les prévisions budgétaires 2012-2013 et les prévisions budgétaires 2011-2012

Élément 03 – Activités électorales

Budget des dépenses	Écarts
Activités électorales	
Enquêtes et poursuites	49 500
Budget non récurrent :	
▪ Mise en place des projets de loi n ^{os} 113 et 114	(865 600)
▪ Formation <i>Gestion des événements provinciaux</i> (GEP)	(888 900)
▪ Simulations <i>Gestion des événements provinciaux</i> (GEP)	(54 000)

Notes explicatives

Enquêtes et poursuites 49 500 \$

Le budget de 461 700 \$ représente principalement les salaires et les frais de déplacement des enquêteurs de la Direction des affaires juridiques, affectés à des mandats faisant suite à des activités électorales.

L'écart s'explique par l'augmentation du budget consacré aux frais de déplacement.

Mise en place des projets de loi n^{os} 113 et 114 (865 600 \$)

Aucun budget n'est prévu en 2012-2013.

Un budget non récurrent de 865 600 \$ était prévu en 2011-2012 pour les dépenses reliées à une campagne d'information pour les nouvelles règles sur le financement des partis politiques et pour le développement du système informatique supportant la gestion du nouveau mode de versement des contributions.

Formation *Gestion des événements provinciaux* (GEP) (888 900 \$)

Le budget non récurrent de 324 500 \$ servira à terminer la formation du personnel clé (assistant au système informatique) sur le nouveau système informatique GEP. Cette formation, prévue initialement en 2011-2012, a été reportée à 2012-2013.

Simulations *Gestion des événements provinciaux* (GEP) (54 000 \$)

Le budget non récurrent de 490 000 \$ servira à tenir un exercice de simulation à l'échelle provinciale. Cette simulation, prévue initialement en 2011-2012, a dû être reportée à 2012-2013.

Section 1.3

Comparaison entre les prévisions budgétaires 2012-2013
et les prévisions budgétaires 2011-2012

Élément 03 – Activités électorales

Budget des dépenses	Écarts
Activités électorales	
Amortissement	1 400 000
Total partiel	(768 812)
Transfert	
Allocation aux partis politiques	114 793
Total partiel	114 793
TOTAL	(654 019)

Budget d'investissements (supercatégorie)	Écart
Immobilisations	4 200 000
TOTAL	4 200 000

Notes explicatives

Amortissement 1 400 000 \$

L'écart s'explique par la mise en service du développement informatique du système GEP et des équipements nécessaires à son opération.

Allocation aux partis politiques 114 793 \$

L'écart s'explique par l'indexation selon la variation de l'IPC au 1^{er} janvier de chaque année. Le 1^{er} janvier 2012, l'allocation par électeur est passée de 0,82 \$ à 0,85 \$.

Immobilisations 4 200 000 \$

Un budget de 4 800 000 \$ est prévu pour l'acquisition des équipements nécessaires à l'implantation et au déploiement du système GEP.

Un budget de 1 000 000 \$ est prévu pour finaliser le développement informatique de la phase 2 du projet de loi n° 22, Loi modifiant la Loi électorale pour favoriser l'exercice du droit de vote (2006, chapitre 17), et commencer le développement du nouveau système informatique de la LEP. Ce budget inclut également l'implantation d'un logiciel de paie pour le personnel électoral.

Programme 03 – Administration du système électoral

Budget des dépenses (supercatégories et catégories de dépenses)	Éléments			TOTAL Programme 03
	01 Gestion interne et soutien	02 Commission de la représentation électorale	03 Activités électorales	
Rémunération				
Rémunération du personnel permanent	14 250 000	0	0	14 250 000
Rémunération du personnel occasionnel	700 000	0	751 800	1 451 800
Rémunération du personnel électoral		0	881 700	881 700
Total partiel	14 950 000	0	1 633 500	16 583 500
Fonctionnement				
Frais de déplacement	115 400	12 000	358 000	485 400
Contrats de services professionnels	1 449 400	30 900	401 700	1 882 000
Formation, congrès et cotisations	199 100	0	0	199 100
Services de télécommunications	274 000	0	94 400	368 400
Contrats de nature technique	1 755 600	69 700	923 200	2 748 500
Taxes foncières, assurances et autres	224 500	0	0	224 500
Location de biens meubles et immeubles	442 400	3 400	126 000	571 800
Fournitures et autres dépenses	506 000	200	31 600	537 800
Dépenses de fonctionnement	0	0	2 300 500	2 300 500
Amortissement	470 300	0	495 000	965 300
Total partiel	5 436 700	116 200	4 730 400	10 283 300
Transfert				
Allocation aux partis politiques	0	0	4 796 500	4 796 500
Total partiel	0	0	4 796 500	4 796 500
TOTAL	20 386 700	116 200	11 160 400	31 663 300

Budget d'investissements (supercatégorie)	Éléments			TOTAL
	01	02	03	
Immobilisations	400 000	0	584 000	984 000
TOTAL	400 000	0	584 000	984 000

Section 2.1 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2011-2012 et les dépenses estimées au 31 mars 2012 (éléments 01 et 03)

Dans les tableaux qui suivent, nous trouvons une ventilation des prévisions budgétaires et des dépenses estimées par catégorie de dépenses, pour l'élément 01, et par activité électorale, pour l'élément 03.

- **Élément 01 – Gestion interne et soutien**

Les dépenses estimées au 31 mars 2012 sont inférieures de 3 015 976 \$ aux prévisions budgétaires 2011-2012 qui étaient de 23 402 676 \$ (réf. page 27). L'écart de 12,9 % entre les dépenses estimées et les prévisions budgétaires s'explique par une diminution des dépenses salariales attribuables à des postes non pourvus durant l'exercice financier et des dépenses de fonctionnement moindre que les prévisions budgétaires.

- **Élément 03 – Activités électorales**

Les dépenses estimées au 31 mars 2012 sont supérieures de 1 104 381 \$ aux prévisions qui étaient de 10 056 019 \$ (réf. page 31).

Cet écart s'explique principalement par le coût de l'élection partielle tenue, au cours de l'exercice financier 2011-2012, dans la circonscription électorale de Bonaventure ainsi que par la réalisation d'activités préparatoires à des élections générales.

Section 2.2

Comparaison entre les prévisions budgétaires 2011-2012
et les dépenses estimées au 31 mars 2012

Élément 01 – Gestion interne et soutien

Budget des dépenses (supercatégories et catégories de dépenses)	Prévisions budgétaires 2011-2012	Dépenses estimées au 31 mars 2012	Écarts
	①	②	① - ②
Rémunération			
Rémunération du personnel permanent	15 900 000	14 250 000	1 650 000
Rémunération du personnel occasionnel	1 100 000	700 000	400 000
Total partiel	17 000 000	14 950 000	2 050 000
Fonctionnement			
Frais de déplacement	140 350	115 400	24 950
Contrats de services professionnels	1 627 925	1 449 400	178 525
Formation, congrès et cotisations	202 500	199 100	3 400
Services de télécommunications	325 000	274 000	51 000
Contrats de nature technique	2 475 700	1 755 600	720 100
Taxes foncières, assurances et autres	232 360	224 500	7 860
Location de biens meubles et immeubles	476 000	442 400	33 600
Fournitures et autres dépenses	487 841	506 000	(18 159)
Amortissement	435 000	470 300	(35 300)
Total partiel	6 402 676	5 436 700	965 976
Transfert			
Allocation aux partis politiques	0	0	0
Total partiel	0	0	0
TOTAL	23 402 676	20 386 700	3 015 976

Budget d'investissements (supercatégorie)	①	②	① - ②
Immobilisations	300 000	400 000	(100 000)
TOTAL	300 000	400 000	(100 000)

Section 2.2

Comparaison entre les prévisions budgétaires 2011-2012
et les dépenses estimées au 31 mars 2012

Élément 01 – Gestion interne et soutien

Budget des dépenses (supercatégories et catégories de dépenses)	Écarts
Rémunération	
Rémunération du personnel permanent	1 650 000
Rémunération du personnel occasionnel	400 000
Total partiel	2 050 000
Fonctionnement	
Frais de déplacement	24 950
Contrats de services professionnels	178 525
Formation, congrès et cotisations	3 400

Notes explicatives

Rémunération du personnel permanent 1 650 000 \$

L'écart de 10,4 % provient de postes non pourvus durant une certaine période de l'exercice financier.

Rémunération du personnel occasionnel 400 000 \$

L'écart de 36,4 % s'explique par l'embauche moins élevée que prévu d'effectifs supplémentaires destinés à pourvoir les postes permanents vacants.

Frais de déplacement 24 950 \$

L'écart de 17,8 % s'explique principalement par les frais de déplacement qui ont été moins élevés que ceux prévus.

Contrats de services professionnels 178 525 \$

L'écart de 11,0 % provient, entre autres, du report à l'exercice 2012-2013 de plusieurs projets concernant la gestion des locaux (33 000 \$) ainsi que les communications, le site Web et l'extranet (71 000 \$).

De plus, des travaux prévus, concernant les applications Web (25 000 \$), ont été faits par des ressources internes.

Formation, congrès et cotisations 3 400 \$

L'écart de 1,7 % est non significatif.

Section 2.2

Comparaison entre les prévisions budgétaires 2011-2012
et les dépenses estimées au 31 mars 2012

Élément 01 – Gestion interne et soutien

Budget des dépenses (supercatégories et catégories de dépenses)	Écarts
Fonctionnement	
Services de télécommunications	51 000
Contrats de nature technique	720 100
Taxes foncières, assurances et autres	7 860
Location de biens meubles et immeubles	33 600
Fournitures et autres dépenses	(18 159)
Amortissement	(35 300)
Total partiel	965 976
Transfert	
Allocation aux partis politiques	0
Total partiel	0
TOTAL	3 015 976

Notes explicatives

Services de télécommunications 51 000 \$

L'écart de 15,7 % est principalement dû à une surévaluation de la prévision budgétaire.

Contrats de nature technique 720 100 \$

Ce poste budgétaire inclut les dépenses de publicité, de promotion, d'impression, de poste et messagerie, les frais d'entretien de la bâtisse et les dépenses reliées à la sécurité informatique.

L'écart de 29,1 % provient principalement d'une utilisation moindre que prévu des frais de postes et messagerie (190 000 \$), des frais d'entretien de la bâtisse (210 000 \$) et des contrats de service relatifs à la sécurité informatique (50 000 \$). Des travaux d'entretien du stationnement (100 000 \$) et d'impression (60 000 \$) ont aussi été reportés à l'exercice 2012-2013.

Taxes foncières, assurances et autres 7 860 \$

L'écart de 3,4 % est non significatif.

Location de biens meubles et immeubles 33 600 \$

Ce poste budgétaire comprend le loyer du Centre de distribution Roger-LeFrançois (354 000 \$) ainsi que les différentes locations d'équipements (88 400 \$).

L'écart de 7,1 % est principalement dû à une surévaluation de la prévision budgétaire.

Fournitures et autres dépenses (18 159 \$)

L'écart de 3,7 % provient principalement de l'augmentation des achats d'équipements et de licences informatiques non capitalisables.

Amortissement (35 300 \$)

À la préparation des budgets pour 2011-2012, aucun amortissement n'avait été prévu pour l'acquisition de nouveaux équipements.

Section 2.2

Comparaison entre les prévisions budgétaires 2011-2012
et les dépenses estimées au 31 mars 2012

Élément 01 – Gestion interne et soutien

Budget d'investissements (supercatégorie)	Écart
Immobilisations	(100 000)
TOTAL	(100 000)

Notes explicatives

Immobilisations	(100 000 \$)
Acquisitions :	
▪ Équipements spécialisés	16 000
▪ Équipements informatiques et de bureau	<u>384 000</u>
	<u>400 000</u>

Section 2.3

Comparaison entre les prévisions budgétaires 2011-2012
et les dépenses estimées au 31 mars 2012

Élément 03 – Activités électorales

Budget des dépenses	Prévisions budgétaires 2011-2012 ①	Dépenses estimées au 31 mars 2012 ②	Écarts ① - ②
Activités électorales			
Frais de vérification des partis politiques	57 200	53 000	4 200
Plan d'action en matière de financement des partis politiques	269 702	271 600	(1 898)
Communication avec les DS	383 000	377 000	6 000
Développement des systèmes informatiques	185 900	230 200	(44 300)
Comité des DS	9 500	0	9 500
Recrutement des DS et des DAS	58 650	70 500	(11 850)
Formation pour les activités électorales	112 750	105 600	7 150
Formation <i>Réseau de soutien</i>	39 000	21 500	17 500
Mise à jour des sections de vote	29 500	17 600	11 900
Élections scolaires	2 750	4 200	(1 450)
Avis sur le financement des partis politiques	48 500	38 700	9 800
Commission permanente de révision	359 000	371 500	(12 500)
Élections municipales	138 460	155 200	(16 740)
Enquêtes et poursuites	412 200	373 600	38 600
Autres projets et mandats	0	202 500	(202 500)
Budget non récurrent :	865 600	676 500	189 100
• Mise en place des projets de loi n ^{os} 113 et 114			
• Formation <i>Gestion des événements provinciaux</i> (GEP)	1 213 400	600 000	613 400
• Simulations <i>Gestion des événements provinciaux</i> (GEP)	544 000	0	544 000
Amortissement	535 000	495 000	40 000
Élection partielle du 5 décembre 2011 (Bonaventure)	0	567 700	(567 700)
Activités préparatoires et réapprovisionnement du matériel électoral	0	1 732 000	(1 732 000)
Total partiel	5 264 112	6 363 900	(1 099 788)
Transfert			
Allocation aux partis politiques	4 791 907	4 796 500	(4 593)
Total partiel	4 791 907	4 796 500	(4 593)
TOTAL	10 056 019	11 160 400	(1 104 381)
Budget d'investissements (supercatégorie)	①	②	① - ②
Immobilisations	1 600 000	584 000	1 016 000
TOTAL	1 600 000	584 000	1 016 000

Section 2.3

Comparaison entre les prévisions budgétaires 2011-2012
et les dépenses estimées au 31 mars 2012

Élément 03 – Activités électorales

Budget des dépenses	Écarts
Activités électorales	
Frais de vérification des partis politiques	4 200
Plan d'action en matière de financement des partis politiques	(1 898)
Communication avec les DS	6 000
Développement des systèmes informatiques	(44 300)

Notes explicatives

Frais de vérification des partis politiques 4 200 \$

Ce poste budgétaire correspond au remboursement de la moitié des frais de vérification des partis politiques autorisés, selon l'article 112 de la Loi électorale.

L'écart est non significatif.

Plan d'action en matière de financement des partis politiques (1 898 \$)

Ce budget a servi à réaliser les activités de vérification prévues par la Direction du financement des partis politiques.

L'écart est non significatif.

Communication avec les DS 6 000 \$

Ce budget a servi à rémunérer 36 heures aux 125 DS, à garder des liens téléphoniques et Internet avec eux ainsi qu'à louer un espace à leur résidence.

L'écart est non significatif.

Développement des systèmes informatiques (44 300 \$)

Ce poste budgétaire comprend les coûts non capitalisés pour le développement informatique des systèmes de mission.

La dépense a augmenté parce que plus de ressources externes que prévu initialement ont été utilisées pour le système Autorisation et financement municipal (AFM).

Section 2.3

Comparaison entre les prévisions budgétaires 2011-2012
et les dépenses estimées au 31 mars 2012

Élément 03 – Activités électorales

Budget des dépenses	Écarts
Activités électorales	
Comité des DS	9 500
Recrutement des DS et des DAS	(11 850)
Formation pour les activités électorales	7 150
Formation <i>Réseau de soutien</i>	17 500
Mise à jour des sections de vote	11 900
Élections scolaires	(1 450)
Avis sur le financement des partis politiques	9 800

Notes explicatives

Comité des DS 9 500 \$

La rencontre prévue n'a pas eu lieu.

Recrutement des DS et des DAS (11 850 \$)

L'écart n'est pas significatif.

Formation pour les activités électorales 7 150 \$

Au cours de l'exercice 2011-2012, 43 nouveaux DS et DAS ont été formés sur les activités électorales.

L'écart n'est pas significatif.

Formation *Réseau de soutien* 17 500 \$

La formation, prévue de deux jours, a été réalisée en une seule journée.

Mise à jour des sections de vote 11 900 \$

Le travail de délimitation des sections de vote, effectué au cours de l'exercice 2011-2012, a été moindre que prévu.

Élections scolaires (1 450 \$)

Le budget a servi à effectuer des envois par la poste et par messagerie.

Avis sur le financement des partis politiques 9 800 \$

Le nombre d'avis a été moins important, compte tenu du report des élections scolaires.

Section 2.3

Comparaison entre les prévisions budgétaires 2011-2012
et les dépenses estimées au 31 mars 2012

Élément 03 – Activités électorales

Budget des dépenses	Écarts
Activités électorales	
Commission permanente de révision	(12 500)
Élections municipales	(16 740)
Enquêtes et poursuites	38 600

Notes explicatives

Commission permanente de révision (12 500 \$)

L'augmentation de la dépense par rapport au budget provient, entre autres, de l'augmentation des frais postaux et de messagerie.

Élections municipales (16 740 \$)

L'écart provient, entre autres, de l'utilisation d'un service juridique privé dans une cause au municipal.

Enquêtes et poursuites 38 600 \$

L'écart s'explique par la diminution de la masse salariale des enquêteurs comparativement à ce qui a été initialement prévu pour 2011-2012.

Élément 03 – Activités électorales

Budget des dépenses	Écarts
Activités électorales	
Autres projets et mandats	(202 500)
Budget non récurrent :	189 100
• Mise en place des projets de loi n ^{os} 113 et 114	
• Formation <i>Gestion des événements provinciaux</i> (GEP)	613 400
• Simulation <i>Gestion des événements provinciaux</i> (GEP)	544 000

Notes explicatives

Autres projets et mandats (202 500 \$)

En 2011-2012, les dépenses de 202 500 \$ ont servi principalement à :

- réaliser une campagne d'information concernant le projet de loi n^o 120, Loi concernant les campagnes à la direction des partis politiques (2011, chapitre 38) (150 000 \$);
- soutenir les démarches de création d'un gouvernement au Nunavik (35 000 \$);
- assurer la dépense des coûts résiduels des élections générales du 8 décembre 2008 (15 000 \$).

Mise en place des projets de loi n^{os} 113 et 114 189 100 \$

Le budget non récurrent a servi principalement à la réalisation d'une campagne d'information sur les nouvelles règles de financement des partis politiques (560 000 \$) et au développement du système informatique supportant la gestion du nouveau mode de versement des contributions (60 000 \$).

L'écart provient de l'utilisation moindre que prévu des ressources externes en informatique.

Formation *Gestion des événements provinciaux* (GEP) 613 400 \$

L'écart provient du report de la formation du personnel clé (assistant au système informatique) à l'exercice 2012-2013 (324 500 \$). En 2011-2012, 279 personnes (DS, DAS et membres du réseau de soutien) ont été formées pour un montant de 600 000 \$. Une révision budgétaire a permis la réalisation d'économie totalisant près de 290 000 \$.

Simulation *Gestion des événements provinciaux* (GEP) 544 000 \$

La simulation à l'échelle provinciale est reportée à l'exercice 2012-2013.

Section 2.3

Comparaison entre les prévisions budgétaires 2011-2012
et les dépenses estimées au 31 mars 2012

Élément 03 – Activités électorales

Budget des dépenses	Écarts
Activités électorales	
Amortissement	40 000
Élection partielle du 5 décembre 2011 (Bonaventure)	(567 700)
Activités préparatoires et réapprovisionnement du matériel électoral	(1 732 000)
Total partiel	(1 099 788)
Transfert	
Allocation aux partis politiques	(4 593)
Total partiel	(4 593)
TOTAL	(1 104 381)

Notes explicatives

Amortissement 40 000 \$

L'écart provient du report de la mise en service du système de paie pour le personnel électoral à l'exercice financier 2012-2013 ainsi que de l'amortissement d'un système qui a débuté un mois plus tard que prévu.

Élection partielle du 5 décembre 2011 (Bonaventure) (567 700 \$)

Cette dépense représente le coût de l'élection partielle tenue le 5 décembre 2011.

Activités préparatoires et réapprovisionnement du matériel électoral (1 732 000 \$)

Cette dépense représente les coûts reliés à la préparation des prochaines élections générales.

Allocation aux partis politiques (4 593 \$)

L'écart est non significatif.

Section 2.3

Comparaison entre les prévisions budgétaires 2011-2012
et les dépenses estimées au 31 mars 2012

Élément 03 – Activités électorales

Budget d'investissements (supercatégorie)	Écart
Immobilisations	1 016 000
TOTAL	1 016 000

Notes explicatives

Immobilisations 1 016 000 \$

L'écart provient principalement du report, à l'exercice 2012-2013, du début du développement du nouveau système informatique de la LEP, de l'implantation d'un logiciel de paie électoral et de l'acquisition d'équipement pour sécuriser les bureaux des DS.